ACCIDENTS DE LA ROUTE

NAÂMA

12 morts depuis le début du Ramadhan

La Protection civile de la wilaya de Naâma, a indiqué que 12 personnes ont trouvé la mort dans plusieurs accidents de la route depuis le début du mois de Ramadhan. Le dernier accident qui a coûté la vie à un conducteur originaire de Béchar, s'est produit vendredi dernier après une chute de son véhicule dans un ravin, dans un chemin vicinal reliant Moghrar à Aïn-Ouarka. Sans doute l'effet du carème en serait la cause ainsi que de presque tous les accidents enrégistrés durant ce mois sacré. C'est pour cette raison d'ailleurs, que les éléments de la Sûreté nationale de la wilaya de Naâma offrent le ftour aux usagers de la route qui ne peuvent pas rentrer au moment d'El-Adhan chez eux ; une opération «halte pour la rupture du jeûne», façon de se donner un peu de repos, casser en quelque sorte la fatigue et rompre le jeûne à l'heure d'El-Iftar ; une initiative saluée par l'ensemble des automobilistes et qui permettrait à ces derniers de continuer en bonne forme leur chemin vers le nord ou vers le sud.

B. Henine

ANNABA

Un mort et sept blessés avant le f'tour

Un terrible accident de la circulation ayant fait un mort et six blessés dont certains grièvement atteints s'est produit samedi, quelques instants avant le f'tour, sur la RN44 reliant Annaba à El Tarf, au niveau de la localité de Sidi-Salem.

L'accident est le fait du télescopage de cinq véhicules de tourisme qui roulaient à vive allure, selon des témoins oculaires. La puissance du choc a même été à l'origine du renversement de deux voitures sur les cinq concernées par le télescopage. Pourtant, sur cette voie, la limitation de la vitesse est bien matérialisée à l'aide de signalisation verticale et horizontale. Mais le non-respect du code de la route par certains et la lenteur de réaction que provoque généralement l'état d'abstinence durant le Ramadhan sont en grande partie responsables de ce sinistre corporel et matériel ayant malheureusement endeuillé une famille et laissé des séquelles à vie pour les blessés.

Les agents de la Protection civile se sont rendus sur les lieux de l'accident pour évacuer le décédé à la morgue et les blessés aux services des urgences de l'hôpital Ibn-Rochd de Annaba.

A. Bouacha

MENDICITÉ, GARDIENS DE PARKING ET MARCHANDS AMBULANTS...

Des pratiques embarrassantes pour Tiaret

En plus des mendiants et des gardiens de parking en nette prolifération, du moins durant la première quinzaine du mois sacré, d'autres pratiques sont à montrer du doigt du fait de leur ampleur effrénée, mais surtout embarrassante à plus d'un titre.

Devenue une habitude ancrée pour certains, voire un véritable métier pour d'autres, la mendicité bat son plein à travers différents coins et artères de la ville de Tiaret. Généralement âgés et très souvent à visage couvert de peur d'être identifiés, ces derniers - la majorité des femmes - optent pour des endroits de choix, essentiellement à grande affluence. On les trouve dans la plupart des cas devant les marchés des fruits et légumes, les pâtisseries, les boulangeries.

Même les mosquées ne sont pas épargnées par ce phénomène. Certaines femmes vont même y exhiber leurs progéniture, des nourrissons notamment, dans l'espoir de gratter d'éventuelles pièces.

Si certains se voient contraints de recourir à ces pratiques par pure nécessité, ce n'est pas le cas en revanche pour d'autres opportunistes sans scrupules.

Au-delà de ce fléau devenu monnaie courante de nos jours, les citoyens, plus particulièrement les automobilistes, sont confrontés à d'autres situations non moins gênantes. Il s'agit en effet, de ces jeunes qui s'autoproclament gardiens de parking, sans pour autant être inquiétés.

Ils sévissent partout dans la ville contre 20 à 50 DA, mais ils ne sont jamais responsables en cas de vol ou de casse. Une situation pour le moins compromettante qui requiert bien une attention particulière de la part des parties concernées. Le regroupement occasionnel des marchands des fruits et légumes à chaque prière devant les mosquées est l'autre point à ajouter au tableau de ces pratiques. Ces derniers profitent de la sortie des fidèles pour écouler leurs produits, sans se soucier des désagréments qu'ils suscitent auprès des habitants des quartiers.

La liste des comportements et autres actes condamnables décelés durant la première moitié de ce mois ne s'arrête pas là si l'on tient compte des vols à l'arraché, commis contre des jeunes et des vieilles femmes, violence dans toutes ses formes.

Mourad Benameur

COUPURES D'ÉLECTRICITÉ À AÏN DEFLA

Délestages ou défaillances techniques ?

Les habitants d'El Amra, au nord-ouest du chef-lieu de wilaya, Aïn Defla, ont passé la nuit de mercredi à jeudi dans le noir et dans la fournaise.

Selon des sources locales, il était 23h quand tout ce qui fonctionne à l'électricité s'est arrêté. Tout le monde a pensé que la coupure n'allait pas durer longtemps, que c'était une coupure comme celles fréquentes dans la journée, mais l'attente fut longue et infernale en cette nuit très chaude où le thermomètre caracolait au-dessus des 40° C. Toujours selon des sources locales, le courant n'a été rétabli que le jeudi en milieu de matinée, ce qui n'a pas été sans indisposer sévèrement la population, surtout les personnes fragiles, les enfants et les personnes âgées. Ceci sans compter les pertes de denrées alimentaires périssables et les médicaments qui ne peuvent souffrir d'une rupture de la chaîne du froid. El Amra n'a pas été la seule localité à pâtir des coupures d'électricité puisque dans la journée, il y a eu des ruptures à Aïn Defla, au centre-ville, et à Khemis Miliana au niveau de Hay Salam, de 14h30 à 18 h, en pleine fournaise.

Pourtant la SDO (Société de distribution de l'ouest) a fait savoir que de grands investissements ont été consentis et que de nombreux transformateurs ont été installés un peu partout avec la promesse qu'il n'y aurait pas de délestage.

Au niveau de la Direction des mines et de l'industrie, on nous a fait savoir à propos de ces coupures que l'unité de transformation proche d'El Amra a connu une surcharge et que pour sauvegarder les équipements, il était nécessaire d'isoler certaines localités. Cependant peut-on parler de délestage quand la coupure dure plus de 10 h ? C'est ce que tout le monde se demande. Alors défaillances des équipements ou manque d'entretien de ces équipements ? Un citoyen nous dira, «si ces coupures persistent avec de telles fréquences, il faudra sans doute que chacun s'équipe d'un générateur électrique indépendant».

On signalera par ailleurs que chaque fois qu'un citoyen appelle les services de la SDO pour une éventuelle coupure, le réceptionniste lui exige de décliner son identité et son numéro de téléphone et l'endroit où il se trouve, sinon aucune réponse ne lui est donnée.

Karim O.

MOSTAGANEM

Deux enfants laissés seuls dans une voiture à 39°

Nous n'avons pas de mots pour qualifier ce père de famille qui a laissé seuls ses deux enfants dans son véhicule garé en plein soleil, vitres fermées, pour aller faire ses courses au marché couvert des fruits et légumes.

Il s'en est fallu de peu en cette fin de semaine, sur le parking du marché couvert du centre-ville, pour que ces deux enfants connaissent un sort tragique après avoir été laissés un long moment dans une voiture garée en plein soleil, sans ventilation, sans possibilité de respirer un peu d'air frais alors que la chaleur dans le véhicule se faisait suffocante et que la température avait atteint les 39°C.

Ce sont des passants qui ont découvert les deux enfants en pleurs, suffocants et rougis à l'intérieur du véhicule fermé à clef et qui ont alerté les secours. Un policier est intervenu pour les secourir de cette fournaise, évitant le pire aux deux malheureux bambins. Extraits à temps de la voiture, les deux enfants ont été placés à l'ombre et rafraîchis avec une bouteille d'eau.

A son retour du marché, le père, visiblement inconscient du danger, a été invité par les policiers de les suivre pour être entendu sur son comportement irréfléchi.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Une adolescente décède au CHU, ses parents déposent plainte

Une adolescente âgée de 16 ans est décédée après son transfert au CHU Hassani-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès et ses parents ont déposé une plainte contre l'EPH de Sidi-Djilali où elle était admise pour subir une intervention chirurgicale suite à un furoncle.

Selon les informations recueillies, cette jeune adolescente qui venait de subir les épreuves du BEM, et qui d'ailleurs a été reçue, a développé un furoncle qui la faisait atrocement souffrir ce qui a nécessité son admission au niveau de l'EPH de Sidi-Djilali où une intervention chirurgicale a été décidée. Quelques instants après son admission au bloc, la jeune fille a sombré dans le coma avant même de subir l'acte chirurgical. Son état s'étant compliqué elle a été transférée vers le CHU, mais malheureusement, elle a rendu l'âme. Les parents de la défunte ont déposé une plainte au niveau de la 6e Sûreté en s'appuyant sur le rapport du médecin légiste qui aurait dit que cette mort était non naturelle.

Le procureur de la République a ordonné des prélèvements sur la dépouille de la jeune fille à des fins d'analyses par un laboratoire d'Alger pour déterminer les circonstances de cette mort.

A. M.

RELIZANE

Chasse aux vendeurs à la sauvette

La rue Rakaba, située au niveau du chef-lieu de Relizane a connu, durant pratiquement une semaine, un retour en force du commerce informel. Des étals de fortune étaient en effet installés tout le long de cette rue passante, pénalisant de ce fait les riverains.

L'informel a eu le dessus, durant quelques jours, en revenant en force au niveau de la rue. En effet, tous les efforts fournis par les autorités pour l'éradication de ce phénomène avaient donné l'impression d'être partis en fumée, du moins durant ces derniers jours.

Tout au long de ladite rue plusieurs étals de fortune étaient dressés de chaque côté. Les jeunes chômeurs s'étaient réapproprié cette rue, leur ancien fief, pour en faire de nouveau un petit souk. Ce phénomène et son importante propagation ont pour principale cause le chômage : bête noire des jeunes Algériens. Avec un niveau d'instruction moyen et sans qualifications professionnelles pour la plupart, ils sont rarement acceptés dans des entreprises privées ou publiques. Leur seule issue reste donc ces ventes à la sauvette qui semblent être «tolérées» par les autorités communales.

«Le champ est de nouveau libre», nous dira Kaddour. Ce chômeur de 31 ans propose à la vente des articles pour femmes. Il nous explique que du boulot, il en a cherché et en cherche toujours, mais les réponses reçues à ses nombreuses demandes, nous explique-t-il, sont toujours négatives. Mais pour l'instant, son petit commerce arrive à le faire vivre. Comme lui, il en existe beaucoup. Et tous affichaient leur soulagement et bonheur d'avoir pu reprendre leur activité certes illégale, mais vitale pour eux. Lamine, un autre marchand abordé sur les lieux la semaine dernière nous avoue spontanément : «J'ai passé des jours sans rien faire et cela m'a totalement démoralisé. Le travail m'a beaucoup manqué». Il est à noter que cet espace informel avait été interdit au commerce informel durant de longues semaines. Rappelons que les autorités communales avaient affiché leur intention claire et déterminée à éradiquer ces activités illicites avant de faire marche arrière face à la grogne des jeunes chômeurs.

Ainsi les passants et les riverains avaient poussé un ouf de soulagement en retrouvant leur espace -pas pour longtemps- puisque l'informel a très vite repris ses «droits».

A. Rahmane

KHEMIS MILIANA

Le FFS dénonce l'incurie des autorités locales

Dans un communiqué, la Fédération du FFS, et notamment son bureau local, dénonce avec force la situation anarchique qui prévaut à Khemis Miliana, situation générée selon le communiqué par l'incurie et le laisser-aller de la part des autorités locales.

On dénonce l'anarchie et la désorganisation des marchés locaux informels qui gangrènent tous les quartiers de la ville alors que «l'Etat a investi des sommes colossales dans la réalisation de marchés de proximité et que ces marchés, une fois réalisés et achevés, n'ont toujours pas été distribués».

Le communiqué ajoute «pourtant ces locaux, achevés depuis des mois et qui ont coûté cher, tombent en décrépitude, sont laissés à l'abandon et font l'objet de dégradations et de vols de portes, de compteurs électriques …»

On rappelle aussi que les bénéficiaires n'ont pas manqué, à plusieurs reprises, de manifester leur désaveu de cette «irresponsabilité» des responsables locaux, ce qui souvent a perturbé l'ordre public sans que cette distribution ait eu lieu, la municipalité face aux doléances des bénéficiaires fait la sourde oreille, dit-on.

Autre problème dénoncé dans ce communiqué est la non-distribution des aides à l'habitat précaire, pourtant la liste des bénéficiaires a été établie depuis plus d'une année.

Aussi, dans ce communiqué dont une copie a été envoyée à la wilaya, l'intervention du wali a été sollicitée, car il y a urgence affirme-t-on en précisant : «La commune de Khemis Miliana prie le chef de l'exécutif de la wilaya de libérer la commune, prise en otage par ses responsables qui ont prouvé leur incapacité à gérer les affaires de la commune et d'assumer les responsabilités qui leur ont été confiées et pire encore qui enfoncent la commune dans l'instabilité».

K. O.